

« Le Burundi est un pays en paix »

GRANDS LACS Le Parlement rejette le déploiement d'une mission de l'Union africaine

► Les parlementaires burundais se sont réunis hier en Congrès extraordinaire.
► Ils ont dénoncé avec virulence l'initiative de l'Union africaine.
► Il semble que les violences aient, jusqu'ici, été menées sur une base politique, non ethnique.

L'isolement du régime burundais s'accroît : non seulement il fait face aux sanctions de l'Union européenne, au désaveu des États-Unis, à l'inquiétude de Nations unies, mais il affronte désormais ses voisins africains, qui projettent d'envoyer sur le terrain une mission de maintien de la paix forte de 5.000 hommes. Ces 5.000 militaires et policiers seraient originaires de l'Éthiopie, du Kenya et de l'Ouganda, mandatés par le Conseil « paix et sécurité » de l'Union africaine.

Les débats qui se sont tenus au Parlement burundais, retransmis en direct par la radio et la télévision, reflètent la gravité de l'heure : les deux chambres, réunies en congrès extraordinaire, ont critiqué avec virulence la décision de l'Union africaine, assurant que « le Burundi est un pays en paix » et que la violence n'a touché que certains quartiers de Bujumbura.

Le refus est catégorique : « Si les troupes de l'UA viennent sans l'aval du gouvernement, il s'agit d'une force d'invasion et d'occupation », a déclaré un porte-parole du président, Pierre Nkurunziza.

Théoriquement, la force de l'Union africaine pourrait être déployée sans tarder et, selon les termes officiels, « démontrer que l'Afrique ne permettra pas un autre génocide sur son sol ».

Peut-on pour autant s'attendre à voir des soldats africains débarquer dans les prochains jours au Burundi sans y être invités ? La réponse est moins catégorique qu'il n'y paraît : si l'Éthiopie, puissance montante dans la région, est très décidée à fournir des troupes, si le voisin rwandais, malgré la réserve officiellement observée, soutient le principe de l'opération, d'autres pays et non des moindres se montrent plus réservés.

Si, du temps du président Kikwete, la Tanzanie, hostile à toute intervention, soutenait discrètement le président Nkurunziza, la position de son successeur, le président Magufuli, est moins tranchée. Par contre l'Angola et, derrière Luanda, la République démocratique du Congo, appuient encore le président burundais, estimant qu'après dix ans de pouvoir, son troisième mandat (le deuxième obtenu au suffrage direct) ne mérite pas une telle levée de boucliers et que, par comparaison avec le Rwanda où le président Kagame vient d'être autorisé par référendum à demeurer au pouvoir, il y

a deux poids deux mesures. Quant à l'Ouganda, qui devrait fournir des troupes à la force africaine, il privilégie surtout le dialogue : nommé médiateur, le président Museveni aurait déjà invité des Burundais de tous bords à se rendre à Kampala pour entamer des négociations, ce qui est dénoncé par la Cnared,

la coalition de partis d'opposition, qui veut être seule à négocier avec le pouvoir. A cela s'ajoutent deux questions débattues dans les chancelleries africaines : qui financera la force de 5.000 hommes et, surtout, peut-on réellement parler de risque de génocide ?

Sur ce dernier point, l'enquête exhaustive publiée par le journal *Iwacu* (le seul à demeurer opérationnel, plus de 60 journalistes burundais ayant fui le pays...), à propos de l'attaque menée le 11 décembre dernier contre quatre camps militaires, mène à des conclusions nuancées. Il apparaît que des assaillants, bien or-

ganisés et disposant vraisemblablement de complices, ont pris d'assaut les camps militaires réussissant à s'emparer d'importants stocks d'armes et de munitions, vraisemblablement destinés à équiper la rébellion en gestation, avec le Rwanda comme base arrière.

Quant aux forces gouvernementales, au lieu de mettre en déroute les assaillants qui ont pu quitter les lieux sans devoir combattre, elles ont fait régner la terreur dans les quartiers politiquement contestataires : à Nyakabiga, Musaga, Ngagara, militaires et policiers ont bloqué les routes et ont systématiquement pris pour cibles les jeunes gens, des étudiants soupçonnés d'avoir pris part aux manifestations, mais aussi des vendeurs de lait, des petits commerçants, des

éboueurs, tous des civils massacrés sans considération d'ethnie, mais aux cris de « Sales Tutsis ». Autrement dit, la haine ethnique a été utilisée pour galvaniser les troupes mais, à ce stade, les massacres ont été commis sur une base politique et ont visé autant les opposants hutus que les Tutsis.

Refusant la connotation ethnique de ces violences qui ont fait plus de cent morts, Innocent Muhuzi, l'un des journalistes burundais les plus respectés, souligne : « Ils ne luttent pas pour les Hutus, il s'agit de Hutus et de Tutsis qui luttent pour leur intérêt personnel. Ce pouvoir tue aussi des Hutus depuis dix ans... Les Burundais sont en danger, des bêtes sauvages sont en train de les déchiqueter... » ■

COLETTE BRAECKMAN

AU RWANDA

Kagame entretient le (faux) suspense...

Le président rwandais Paul Kagame a remercié lundi ses concitoyens d'avoir pris part au référendum constitutionnel qui lui permet potentiellement de diriger le pays jusqu'en 2034, mais il n'a pas précisé s'il se représenterait aux élections de 2017. « La participation au récent référendum a été massive. (...) Notre démocratie est plus forte, parce que nous avons continué à nous définir nous-mêmes, et refusé de nous laisser distraire », a-t-il déclaré lors de son discours annuel sur l'Etat de la Nation. « Quand viendra le temps de transférer les responsabilités, les Rwandais sont déjà confiants que cela sera fait », a-t-il ajouté, sans dire si ce serait en 2017 ou plus tard. Le « oui » à la révision constitutionnelle a obtenu 98,4% des voix... (afp)